



Revue de Presse

mardi 24 février 2009

S O M M A I R E

mardi 24 février 2009

SNET/EON

Luc Poyer : missi dominici d'E.ON en France Les Echos .- 24/02/2009	1
L'électricité batave sous contrôle étranger Le Figaro économie .- 24/02/2009	2
Enel en hausse après la prise de contrôle d'Endesa Agence France Presse Fil Eco .- 23/02/2009	3
L'électricité néerlandaise passe sous pavillon étranger La Tribune .- 24/02/2009	4
Bonjour La Voix du Nord Douai .- 21/02/2009	5

CONCURRENCE

Accord entre la France et l'Italie dans le nucléaire civil Les Echos .- 24/02/2009	6
Areva toujours dans le doute sur ses investissements Les Echos .- 24/02/2009	7
EDF to partner Enel in Italy's nuclear revival Financial Times Europe .- 24/02/2009	8
L'électricien néerlandais Nuon acheté par le suédois Vattenfall Les Echos .- 24/02/2009	9
ERDF : le chiffre d'affaires annuel progresse, pas le profit Les Echos .- 24/02/2009	10
Equipements électriques : Réyès se renforce dans l'énergie Les Echos .- 24/02/2009	11

MARCHE

Des vents contraires freinent l'éolien français La Tribune .- 24/02/2009	12
La BEI accorde 200 millions d'euros pour le plan photovoltaïque de Poitou-Charentes Les Echos .- 24/02/2009	14
Les entreprises transforment de plus en plus leurs déchets en énergie Le Figaro économie .- 24/02/2009	15

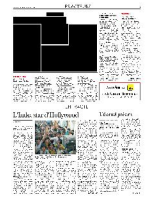
ENVIRONNEMENT

U.S. to propose new rules to regulate carbon dioxide The Wall Street Journal Europe .- 24/02/2009	16
--	----

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La capture du CO ² ne sauvera pas le climat Science et Vie .- 01/03/2009	17
--	----

SNET/EON



CARNET

PORTRAIT

Luc Poyer *Missi dominici d'E.ON en France*

Attention, curriculum vitae hautement énergétique ! Total et Poweo hier, E.ON aujourd'hui : Luc Poyer, quarante-deux ans, enchaîne les expériences dans l'énergie depuis sa sortie de la Cour des comptes, en 1998. L'ex-lieutenant de Charles Beigbeder chez Poweo a été recruté par le géant allemand E.ON pour pousser les feux sur le marché français, six mois après sa prise de participation dans la SNET, troisième électricien français, dont E.ON entend faire sa tête de pont dans l'Hexagone. Une mission comme les affectionne ce quadra à l'allure de colonel d'un régiment de cheval-légers – physique sec, verbe tranchant –, passé par l'Essec avant l'ENA et se sentant depuis toujours plus attiré par l'entreprise que l'administration. Depuis ses débuts d'« autodidacte » dans l'industrie lourde – autodidacte parce qu'étiqueté énarque dans un monde d'ingénieurs –, le haut fonctionnaire s'est peu à peu transformé en entrepreneur.

Chez Poweo, qu'il a rejoint début 2006 en qualité de directeur général délégué, il a construit le pôle de production de l'entreprise, « from scratch » ou presque. Celui-ci inclut aujourd'hui centrale thermique, énergies renouvelables et terminal méthanier. Ce n'est pas un hasard si ce fut là sa contribution à l'histoire de l'opérateur alternatif d'électricité et de gaz. En matière d'énergie, en effet, sa religion est faite depuis longtemps : seuls les modèles inté-



grés de l'amont à l'aval sont viables. Ou, plus précisément, il est irréaliste de se dispenser d'investir dans l'amont qui est premier, dans tous les sens du terme. Une conviction dont il avait d'ailleurs fait part à Charles Beigbeder dès leur première rencontre.

« J'ai appris l'humilité »

Ce credo, Luc Poyer ne se l'est pas forgé à l'Institut catholique de Paris, où ce père de quatre enfants a étudié la théologie pendant deux ans à sa sortie de l'ENA, mais bel et bien chez Elf Aquitaine puis Total. Recruté par Elf comme simple chargé de mission – « j'ai appris l'humilité », dit-il –, il s'occupe d'abord de coordonner l'arrêt d'un certain nombre de grandes raffineries européennes. Une fonction d'état-

major, dans le droit-fil des activités qui avaient les siennes rue Cambon où, jeune auditeur affecté à la sixième chambre (celle en charge des questions industrielles) il avait multiplié les contrôles auprès d'acteurs de l'énergie française : l'Entreprise Minière et Chimique, l'Agence nationale des déchets radioactifs, une filiale de GDF... Puis, coup de tonnerre : un jour qu'il se prélassait en Bretagne, il découvre en ouvrant le journal que le grand rival Total-Fina vient de lancer une OPA hostile sur Elf. Cette opération, qui allait changer le cours de l'histoire du secteur, va aussi profondément influencer sur sa trajectoire personnelle.

C'est en effet à la suite de cette mégafusion qu'il bascule de l'aval dans l'amont en étant envoyé à 11.000 kilomètres des tours de la Défense, à Santiago du Chili, pour y superviser l'extension d'un gazoduc traversant la cordillère des Andes. Une aventure marquante, sur fond de paysages grandioses et de crise économique dans l'Argentine voisine. Rapatrié à Paris en 2004, il s'attellera ensuite à un autre chantier difficile : Qatargaz II. Avec succès, puisque Total a réussi à s'y faire une petite place au côté de l'énorme et peu partageur Exxon-Mobil. « J'ai fait mes armes dans le privé », conclut ce grand amateur d'équitation de course, triple vainqueur du Championnat de France des grandes écoles.

YANN VERDO



L'électricité batave sous contrôle étranger

ÉNERGIE

Après Essent, racheté par l'allemand RWE, c'est le suédois Vattenfall qui s'offre Nuon.

LES GRANDES manœuvres se poursuivent dans l'Europe de l'énergie. Avec pour conséquence, dans certains pays, la « disparition » pure et simple des leaders du secteur, qui tombent dans l'escarcelle de groupes étrangers. Les Pays-Bas en sont un bon exemple. Coup sur coup, les deux premiers électriciens, Essent et Nuon, viennent d'être rachetés. L'un par l'allemand RWE (pour 9,3 milliards d'euros) ; l'autre par le suédois Vattenfall qui a fait hier une offre en cash de 8,5 milliards d'euros pour s'offrir la totalité du capital de Nuon.

À l'origine pourtant, cette double offensive n'aurait pas dû avoir lieu dans la mesure où, voici tout juste un an, Essent et Nuon annonçaient leur fusion. Avec pour objectif d'occuper une place de choix dans l'Europe du Nord-Ouest, fort d'un nouvel ensemble de près de 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Certes très loin des géants du secteur (EDF, E.ON, GDF Suez...) mais avec une véritable force de frappe sur le plan régional. Las, les actionnaires des groupes n'ont jamais réussi à s'entendre, au point de jeter l'éponge au début du mois de septembre.

Chaque groupe disait alors vouloir mûrir une autre stratégie. À ceci près que dans un secteur où les marchés réclament de la part des grands acteurs des opérations structurantes (on l'a vu notamment avec EDF), il était difficile tant pour Essent que Nuon d'imaginer un avenir en solo.

Voilà donc l'électricité néerlandaise qui passe totalement sous pavillon étranger. Pour les deux acquéreurs, RWE et Vattenfall, l'opportunité était belle de s'implanter sur un nouveau marché. Mais ce n'était pas la seule motivation : les portefeuilles respectifs des activités industrielles s'avèrent assez complémentaires dans la mesure où Essent et Nuon ont considérablement développé la filière renouvelable (éolien, solaire, biomasse...).

Le nucléaire à l'horizon

Par ailleurs, avec ces rachats, RWE et Vattenfall se mettent en principe à l'abri d'une OPA hostile. Dans le cas du groupe allemand, il avait beau disposer d'un véritable trésor de guerre, son relatif immobilisme depuis plusieurs années lui valait d'être régulièrement considéré comme une cible potentielle.

De son côté, Vattenfall voit déjà plus loin que les Pays-Bas. Après que GDF Suez et l'espagnol Iberdrola se sont associés pour racheter au Royaume-Uni des sites destinés à accueillir les futures centrales nucléaires, on sait que le groupe suédois pourrait compléter ce tour de table. Des discussions sont en tout en cas en cours avec GDF Suez.

De manière plus générale, tous les grands énergéticiens européens affichent aujourd'hui leurs ambitions dans le nucléaire. Ce sont certes des projets de long terme, pour lesquels ils sont plus ou moins bien armés, mais tous révélateurs d'une stratégie nécessaire pour assurer la sécurité énergétique du Vieux Continent.

F. M.



ZOOM Enel en hausse après la prise de contrôle d'Endesa

Milan (ITALIE), 23 févr. 2009 (AFP) -

Le numéro un italien de l'électricité Enel progressait lundi matin à la Bourse de Milan, après l'annonce dans la nuit de vendredi à samedi de sa prise de contrôle de l'espagnol Endesa.

Dans les premiers échanges, Enel prenait 2,24% à 4,34 euros, dans un marché en hausse de 2,61%.

Après 16 mois de cohabitation avec le groupe espagnol de BTP Acciona aux manettes d'Endesa, Enel, qui détenait déjà 67% d'Endesa a acheté les 25% détenus par Acciona, et contrôle désormais 92% de son capital, faisant ainsi passer le premier électricien espagnol sous pavillon italien.

Acciona a obtenu 8,218 milliards d'euros en effectif de la vente et 2,889 milliards en actifs dans les énergies renouvelables en Espagne et au Portugal.

Au terme d'une guerre sans merci de près de deux ans, ayant eu de multiples répercussions politiques et diplomatiques, Enel et Acciona avaient remporté la bataille pour le contrôle d'Endesa en 2007, en lançant une OPA de 42,5 milliards d'euros, forçant l'autre prétendant, l'allemand EON, à jeter l'éponge.

ENELENDESAACCIONAE.ON

mg/hel

Afp le 23 févr. 09 à 09 23.

Ref : TX-PAR-LXI49.



ÉNERGIE

L'électricité néerlandaise passe sous pavillon étranger

LE SUÉDOIS VATTENFALL REPREND LE NÉERLANDAIS NUON pour 10,3 milliards d'euros un mois après le rachat de Essent par RWE.

PAR MARIE-CAROLINE LOPEZ

Les deux principaux électriciens des Pays-Bas, l'un des pays d'Europe où l'électricité est la plus chère, viennent de passer en quelques semaines sous pavillon étranger. Le groupe d'énergie public suédois Vattenfall a annoncé hier une offre amicale d'achat sur Nuon, le deuxième électricien des Pays-Bas, pour une valeur totale de 10,3 milliards d'euros. Mi-janvier, le géant allemand de l'électricité RWE avait déjà mis la main sur Essent, le numéro un de l'électricité néerlandaise, pour 9,3 milliards d'euros. Menacés depuis qu'une loi nationale leur impose de se séparer, avant le 1^{er} janvier 2011, de leurs réseaux de distribution — et des milliards d'euros de revenus que génèrent ces réseaux —, les deux électriciens néerlandais avaient fait savoir en juin 2008 qu'ils cherchaient des partenaires étrangers. Depuis 2007, les deux groupes avaient étudié, en vain, un projet de fusion. Les

Les principales opérations de fusions-acquisitions depuis 2008 dans le secteur de l'électricité en Europe

Date	Cible	Acquéreur	Montants, en milliards de dollars
30/07/08	Union Fenosa (Espagne)	Gas Natural (Espagne)	35,9
24/09/08	British Energy (Royaume-Uni)	EDF (France)	23,1
20/02/09	Endesa* (Espagne)	Enel (Italie)	14
12/01/09	Essent (Pays-Bas)	RWE (Allemagne)	12,6
23/02/09	Nuon** (Pays-Bas)	Vattenfall (Suède)	5,3

Source : Dealogic * 25,01 du capital ** 49 % du capital

collectivités locales et régionales qui les détiennent n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur les modalités.

■ ACQUISITION PAR ÉTAPES

Vattenfall va acquérir dans un premier temps 49 % de Nuon, et en prendre le contrôle opérationnel. Le groupe montera progressivement à 100 % du capital dans les six ans qui viennent selon un calendrier défini. Nuon emploie 10.000 personnes et dessert plus de 3 millions de clients, dont 500.000 en Belgique et en Allemagne. L'électricien a réalisé un chiffre d'affaires de 6,15 milliards d'euros en 2008 (+ 9 %) et un bénéfice net de 756 millions d'euros (en baisse de 12 % par rapport à 2007). Avec cette acquisition, Vattenfall se renforce dans la production d'énergie éolienne offshore (il en devient

le premier producteur européen), mais reste à la cinquième place des électriciens du Vieux Continent.

Le prix élevé consenti (14 fois le bénéfice opérationnel 2008 contre six fois en moyenne pour les électriciens européens) montre que la compétition a été rude. Après la consolidation menée ces dernières années en Europe par E. ON, Enel, Iberdrola et National Power, les opportunités deviennent rares. Le danois Dong, l'italien ENI mais aussi le britannique Centrica et le franco-belge GDF-Suez se seraient manifestés. Après la Scandinavie et l'Allemagne, où il est numéro trois, Vattenfall poursuit sa stratégie internationale. Prochaine étape : la Grande-Bretagne où le suédois s'est déclaré intéressé à la fois par un développement dans l'éolien et le nucléaire. ■

BONJOUR

Des cendres d'Hornaing à Monaco.

- La technique moderne a parfois des aspects très surprenants pour les néophytes que nous sommes. Ainsi, lors de la visite du sous-préfet de Douai, jeudi, à la centrale thermique d'Hornaing, le directeur a expliqué à ses hôtes qu'une partie des cendres sorties de son établissement avait servi à... réaliser le nouveau port de Monaco! Mélangées à du béton, elle lui donne des caractéristiques qui le rendent quasi imperméable aux agressions salines. Du coup, les fameuses cendres se vendent très bien. D'ailleurs, le terriil constitué au fil des ans a été mis en exploitations. Et il finira ainsi par disparaître, tout simplement, sans que l'on ait à se préoccuper de son avenir.J-F.G
AUJOURD'HUI Horticulture et jardins

familiaux.

- À partir de 15heures aura lieu, à la chapelle de la Maison des associations, avenue des Potiers, l'assemblée générale de la Société d'horticulture et des jardins familiaux du Douaisis.

ET DEMAIN Découverte naturaliste.

- À 9heures, rendez-vous au parking du parc Charles Fenain, face à la réserve naturelle de Wagnonville, pour une découverte du lieu organisée par le groupe ornithologique et naturaliste du Nord - Pas-de-Calais La Gorgebleue, section Douaisis.

CONCURRENCE



ÉNERGIE

Un accord-cadre qui fixera les règles de coopération entre la France et l'Italie en matière de nucléaire civil doit être signé aujourd'hui.
Un préalable pour qu'Areva ou EDF puisse opérer sur place.

Accord entre la France et l'Italie dans le nucléaire civil

La relance du nucléaire se précipite en Italie. Alors que le Parlement italien s'apprête à inscrire dans la loi le retour de l'atome, un accord-cadre qui fixera les règles de coopération entre la France et l'Italie en matière de nucléaire civil doit être signé aujourd'hui à Rome. Il s'agit d'un préalable pour que les champions français du nucléaire puissent agir sur place. Sans que cela n'exclue d'autres prétendants étrangers...

Cet accord sera ratifié par le président français Nicolas Sarkozy et le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi dans le cadre d'un sommet bilatéral, selon un porte-parole de l'Élysée. Anne Lauvergeon, la présidente du directoire d'Areva, était elle-même à Rome hier. Pierre Gadonneix, le patron d'EDF, s'y rend aujourd'hui, tout comme Jean-François Cirelli, le numéro deux de GDF Suez.

Le ministre italien du Développement économique, Claudio Scajola, prévoit à terme la construction de « huit à dix centrales » en Italie et espère que le gouvernement Berlusconi pose leurs premières pierres dans les quatre ou cinq ans à venir. Une révolution dans ce pays, qui avait été l'un des premiers à tourner le dos à l'énergie nucléaire, en 1987, à la suite d'un référendum.

Dans l'immédiat, les retombées commerciales de cette coopération devraient être limitées puisque le Parlement n'a pas encore entériné le retour de l'atome

dans le « mix » énergétique italien. Mais elles pourraient s'avérer importantes pour Areva, GDF Suez, qui ne cache pas ses ambitions dans le nucléaire en Italie, et surtout EDF, qui a déjà scellé des accords dans ce sens avec Enel.

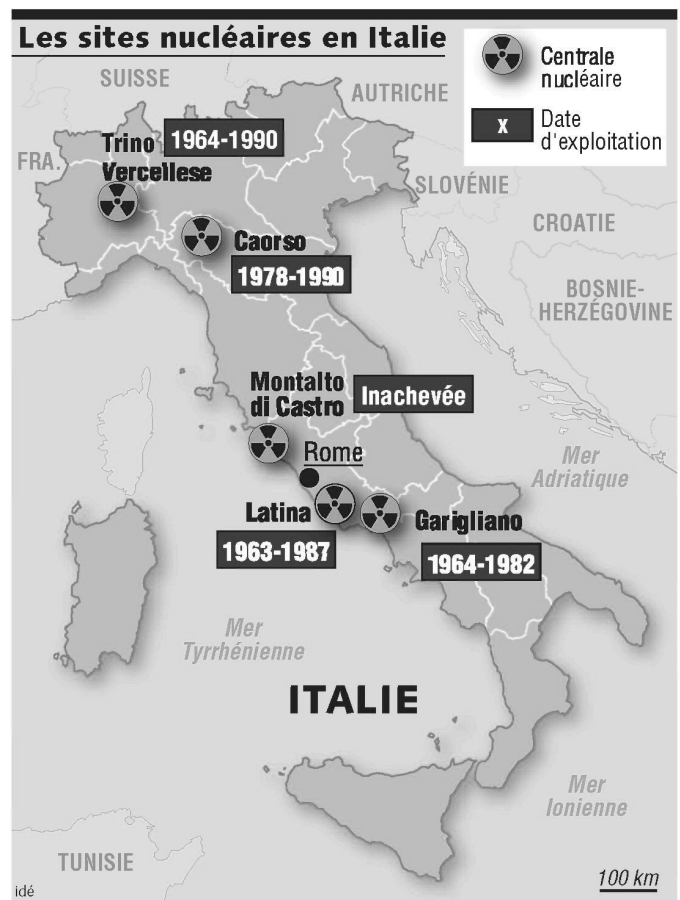
Réapprendre le métier

Selon « La Tribune », le groupe présidé par Fulvio Conti et celui dirigé par Pierre Gadonneix signeront aujourd'hui l'extension de leur coopération, permettant à Enel de détenir 12,5 % du futur réacteur EPR français de Penly (Seine-Maritime), comme il l'a fait à Flamanville. Le groupe italien dispose d'une option dans ce sens. En échange, EDF aura le droit de codétenir les futures centrales nucléaires d'Enel en Italie.

Le groupe italien, qui compte sur son expérience française pour réapprendre le métier du nucléaire, a toutes les raisons de reconduire l'expérience de Flamanville, à laquelle sont associés une cinquantaine de ses ingénieurs. Mais il s'inquiète de l'évolution du cadre réglementaire français, qui pourrait voir naître des tarifs régulés à moindre coût sur l'énergie nucléaire de base.

GDF Suez regardera de très près toute forme d'accord signé entre l'électricien français et son partenaire italien.

Selon l'Élysée, le groupe présidé par Gérard Mestrallet doit être associé à EDF pour



construire l'EPR de Penly, mais les négociations entre les deux sociétés n'ont pas encore abouti. Une chose est sûre : GDF Suez

veut davantage qu'Enel et espère même obtenir une minorité de blocage, soit 34 %.

THIBAUT MADELIN



Areva toujours dans le doute sur ses investissements

Le conseil de surveillance du groupe public, qui se réunit demain, ne prévoit pas d'aborder la question des investissements pour 2009. Inquiète, la CGT demande un gel des dividendes.

Le doute persiste chez Areva. L'ordre du jour du conseil de surveillance, qui se réunit demain, ne prévoit pas d'aborder la question des investissements pour cette année, selon des sources internes. Cela fait deux mois que le groupe fonctionne sans budget réel. En décembre, le conseil avait refusé d'approuver celui préparé par le directoire, estimant qu'il n'était pas adapté au nouvel environnement lié à la crise financière.

Le directoire avait initialement proposé des investissements de plus de 3 milliards d'euros pour 2009. Sous la pression de son actionnaire public, la présidente du directoire, Anne Lauvergeon, a suggéré

deux options : un budget un peu allégé, de 2,6 milliards, permettant au groupe de poursuivre sa croissance, et un autre, plus frugal, de 1,4 milliard, repoussant à plus tard certains projets. Elle a également prévu d'économiser 500 millions sur les dépenses de fonctionnement.

Le rachat des parts de Siemens

La situation s'est cependant compliquée avec la sortie annoncée de Siemens de leur filiale commune de réacteurs, Areva NP. La société française va devoir racheter la participation de l'allemand, actuellement évaluée à 2 milliards d'euros. Les deux parties se donnent jusqu'à l'été pour arrêter un prix. En l'état actuel des choses, Areva devra verser la somme dans trois ans, mais le calendrier et certaines clauses font l'objet de négociations.

Dans ce contexte, l'Etat est devenu doublement prudent. Nicolas

Sarkozy, qui réfléchit à des partenariats industriels pour le groupe, a déclaré début février qu'il soutenait sa stratégie. Mais le conseil de surveillance veut voir clair dans les comptes avant de valider ses investissements – et procéder à l'augmentation de capital défendue par Anne Lauvergeon. Il veut notamment clarifier la valeur de participations non stratégiques, comme Safran ou STMicroelectronics.

Les employés, eux, sont inquiets. Ils s'étonnent du contraste entre les annonces du président de la République sur le partage de la richesse et la gestion de leur société au quotidien. « Entre 2001 et 2007, 90 % du résultat net ont été versés sous forme de dividende à l'Etat, observe Gérard Melet, administrateur CGT. Si les investissements sont remis en cause, je souhaite que, de la même manière, les dividendes au titre de l'exercice 2008 soient gelés. »

T. M.



EDF to partner Enel in Italy's nuclear revival

By Guy Dinmore in Rome

France's EDF and Enel of Italy – Europe's largest utilities – are set to relaunch Italy's nuclear industry after a 22-year hiatus.

The move will follow an accord due to be signed in Rome today by President Nicolas Sarkozy and Prime Minister Silvio Berlusconi.

The choice of the two energy companies – both in effect state-controlled – reflects the "national champions" policy of both governments.

It confirms the dominance in Europe of EDF and French nuclear technology in the form of the next generation European Pressurised Reactor (EPR).

Industry sources said Enel

would be the majority shareholder in a consortium with EDF. A later phase could bring in other shareholders, including Edison, a utility majority-owned by EDF, and possibly industrial consumers of electricity.

Claudio Scajola, Italian minister for economic development, said the accord would "concern all aspects of nuclear power," including technical co-operation. The Italian parliament would approve a bill setting out a nuclear strategy next month, he said.

Mr Scajola did not specifically mention the Enel-EDF consortium. But he said that Enel's international growth and its existing collaboration with EDF

strengthened Italy's national energy policy.

Italians voted in a referendum in 1987 – a year after Ukraine's Chernobyl disaster – to ditch nuclear power. Italy's relatively advanced nuclear capability was mothballed or dismantled. It imported nuclear-derived electricity from France instead.

Mr Berlusconi's centre-right government, supported by industry but with public opinion divided, has a target of producing 25 per cent of national electricity from nuclear power.

Recalling the quarrels within Italy's nuclear industry in the 1980s when it introduced four competing technologies, Carlo Bollino, professor of energy econom-

ics at Rome's Luiss university, said the government had made a good, pragmatic decision to bring together EDF and Enel.

He doubted the first concrete would be poured for five to seven years as Italy must first rebuild its nuclear safety authority and identify sites. Mr Scajola says that he wants to start building by 2013.

Jean-Michel Glachant, director of the Florence School of Regulation, said entry into Italy was very important for EDF, noting it was difficult to do business there "if you are not politically connected".



ÉNERGIE

L'électricien néerlandais Nuon acheté par le suédois Vattenfall

Et de deux ! En moins d'un mois et demi, un deuxième pan du secteur de l'électricité néerlandais vient de tomber aux mains d'un concurrent étranger. Dans la foulée de l'acquisition en janvier dernier d'Essent, numéro un du gaz et de l'électricité aux Pays-Bas par l'allemand RWE pour 9,3 milliards d'euros (« Les Echos » du 13 janvier), Nuon, deuxième fournisseur du secteur, est à son tour racheté par le groupe d'énergie suédois nationalisé Vattenfall, pour 8,5 milliards d'euros. L'opération devrait être bouclée au cours du deuxième trimestre.

A la recherche d'un partenaire depuis un an après l'échec de ses négociations de fusion avec Essent, Nuon (6,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008 pour 10.000 employés et 3 millions de clients) a accepté l'offre de rachat amicale de Vattenfall, cinquième groupe d'électricité en Europe (14,8 milliards d'euros de revenus). S'opérant en deux temps, la transaction concerne d'abord l'acquisition de 49 % de Nuon, dont l'intégralité du capital aux mains de collectivités territoriales (mairies et provinces néerlandaises), puis celle des 51 % restants dans un délai de six ans.

Pour les détails, les partenaires précisent que la société Alliander de Nuon, chargée de la gestion de son réseau d'électricité, n'est pas concernée par la fusion. Vattenfall exige que son OPA soit souscrite par 80 % des actionnaires de Nuon avant de s'engager. Le groupe suédois a annoncé par ailleurs avoir reçu un financement de 5 milliards d'euros auprès de 9 banques pour réaliser la pre-

mière tranche de son acquisition. Vattenfall va néanmoins disposer du contrôle opérationnel de Nuon dès son achat de 49 % du néerlandais. En revanche, le conseil d'administration de Nuon qui restera en place, sera représenté au sein du groupe basé à Stockholm. Le siège de Nuon sera maintenu à Amsterdam et aucun licenciement n'est prévu.

Une entrée sur le Benelux

Sur le terrain, Vattenfall devrait retirer plusieurs avantages de son rachat néerlandais. Au plan géographique, le suédois va s'arroger une entrée sur les pays du Benelux où il n'était pas présent, comme la Belgique. Mais aussi conforter sa position en Allemagne où Nuon est aussi implanté. En termes d'offre, il devrait également accélérer sa production d'électricité propre en profitant du savoir-faire de Nuon dans ce secteur et celui des énergies renouvelables.

Les opérations de démantèlement à répétition du secteur néerlandais de l'énergie ne sont une surprise pour personne. Du fait de la libéralisation de ce marché imposée par Bruxelles, une loi néerlandaise oblige les compagnies à scinder leurs activités d'exploitation du réseau de celles à caractère commercial. Obligés de tirer un trait sur une grosse partie de leurs revenus, les groupes énergétiques du royaume devraient donc les uns après les autres trouver refuge dans le giron de partenaires plus imposants.

DIDIER BURG

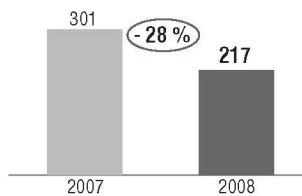
Lire « Crible » page 36.



ERDF : le chiffre d'affaires annuel progresse, pas le profit

Le bénéfice net d'ERDF

En millions d'euros



idé / Source : ERDF

ERDF, la filiale de distribution d'électricité (lignes à basse et moyenne tension) d'EDF, a annoncé hier une baisse de son résultat net pour 2008, tandis que son chiffre d'affaires a progressé, tiré par la consommation des particuliers. Le bénéfice net, marqué par des éléments exceptionnels, a été de 217 millions d'euros, en baisse de 28 % par rapport à 2007, tandis que le chiffre d'affaires, « essentiellement constitué des recettes d'acheminement

de l'électricité sur le réseau de distribution », a en revanche progressé de 4,5 %, à 11,3 milliards d'euros, selon un communiqué. Le résultat brut d'exploitation a progressé de 21 %, à 2,60 milliards d'euros. ERDF (Electricité Réseau Distribution France) explique avoir livré 366,7 térawattheures d'électricité, ce qui est en hausse de 1,7 % (hors aléas climatiques et effet de l'année bissextile en 2008). En revanche, la consommation des clients industriels a baissé au quatrième trimestre « en lien avec la crise économique ».


RHÔNE-ALPES

De fournisseur d'équipements électriques industriels, le groupe ardéchois a évolué vers la construction clefs en main dans les domaines de l'énergie. Il finalise son plus gros contrat pour l'algérien Sonatrach.

Equipements électriques : Réyès se renforce dans l'énergie

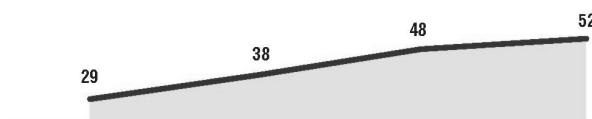
DE NOTRE CORRESPONDANT
À VALENCE.

Le groupe ardéchois Réyès, basé à La Voulte, a réalisé sa mue. De fournisseur d'équipements électriques industriels, il a évolué vers la construction clefs en main, notamment dans les domaines de l'énergie. Réyès a ainsi terminé la construction d'un ensemble de 5 shelters équipés à destination du marché pétrolier pour le groupe algérien Sonatrach et achèvera fin février les dernières livraisons de matériel de ce contrat de 5 millions d'euros.

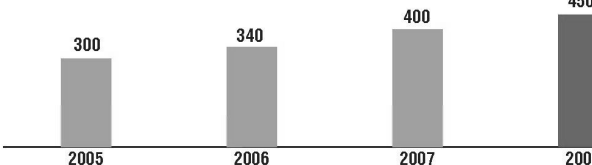
Ces shelters serviront à alimenter en électricité moyenne et haute tensions et piloter un ensemble de pompes destinées à réinjecter dans les puits à pétrole les gaz des torchères, afin de diminuer les rejets de gaz CO₂ dans l'atmosphère, l'Algérie s'étant engagée à réduire sensi-

Les chiffres clefs du groupe Réyès

Chiffre d'affaires, en millions d'euros



Effectifs, en nombre de salariés



« Les Echos » / Source : société

blement ses émissions dans le cadre du protocole de Kyoto, et d'augmenter le rendement des puits.

Concepteur fournisseur

« Nous avons déjà signé des commandes tant auprès des deux opérateurs algériens Sonatrach et Sonel-

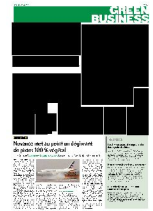
gaz que des opérateurs internationaux pétroliers évoluant dans le pays, mais celui-ci est le plus important en volume. Et surtout, il a démontré notre capacité à traiter des projets techniques très complexes, à les réaliser de A à Z, nous permettant ainsi de renforcer nos positions dans les domaines de l'énergie »,

souligne son PDG Jean-Louis Réyès. De fait, l'entreprise a fait un sacré bout de chemin depuis sa création en 1974.

Petite affaire d'électricité industrielle avec quelques compagnons, elle est devenue au fil des créations et acquisitions un véritable groupe de 450 personnes pour 52 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008 organisé en deux pôles : Réyès Industries et Réyès Constructions. « Nous sommes passés d'une vocation de simple fournisseur d'équipements à celle de partenaire concepteur fournisseur de solutions globales », ajoute Jean-Louis Réyès, qui a su gagner la confiance de ce que tous les secteurs du nucléaire, de l'énergie, du pétrole et du gaz, mais également de l'environnement, de la pharmacie, de l'agroalimentaire, des infrastructures ou encore de la sidérurgie comptent de grands opérateurs internationaux en France et dans le monde.

PATRICK VERCESI

MARCHE



Des vents contraires freinent l'éolien français

Le nombre de permis de construire d'éoliennes a plongé au dernier trimestre 2008. Et la FIN DE LA TAXE PROFESSIONNELLE menace les projets

PAR JÉRÔME CHASNIER

L'éolien français tourne à bas régime. Certes, le nombre d'aérogénérateurs installés en 2008 a permis de faire progresser la puissance installée de quelque 37 % (950 MW) pour la porter à 3.040 mégawatts (MW). Toutefois, la dynamique de développement semble s'être enrayée depuis quelques mois. « Au quatrième trimestre de l'année passée, le nombre de MW éoliens supplémentaires exploitables situés en file d'attente chez ERDF s'est élevé à 150, ce qui correspond à une moyenne annuelle de 600 MW », nous indique Christian Dugué, le président de l'association France Énergie Éolienne (FEE), la branche éolienne du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Très loin donc des projections établies par les participants au Grenelle de l'environnement, qui prévoyaient entre 1.600 et 2.000 MW supplémentaires installés par an.

Le nombre de permis de construire accordés depuis la mi-2008 a fondu comme neige au soleil, affirme-t-on au SER. Il a été divisé par 2,5. « Les questions d'intégration dans le paysage deviennent de plus en plus sensibles. L'administration tarde à valider les projets qui ont pourtant franchi avec succès les différentes phases

d'études d'impact et d'enquêtes publiques », regrette Christian Dugué. En clair, certains préfets aux responsabilités dans les grandes régions éoliennes françaises (Picardie, Champagne-Ardenne, Centre) seraient plus sensibles que d'autres aux sirènes des lobbies antiéoliens de plus en plus vivaces et organisés. Ils « traîneraient les pieds et retarderaient la promulgation des permis de construire ». Selon le président de FEE, les dossiers ainsi suspendus par l'administration pourraient représenter une puissance potentielle supérieure à 1.500 MW.

■ METTRE DE LA COHÉRENCE

Mise en cause, la préfectorale réfute toute opposition « idéologique ». La multiplication, parfois anarchique, des ZDE (zones de développement éolien), initiées par les collectivités locales souhaitant accueillir des aérogénérateurs sur leur territoire, « soulèverait des problèmes de cohérence ». Des problèmes qui n'ont pas échappé au législateur, lequel réclame désormais que ces ZDE soient compatibles avec les nouveaux « schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie » ; ces derniers seront à la charge des préfets de région et des présidents de conseil régional. Dans l'attente d'instructions précises sur le contenu de ces schémas, les préfets estimeraient qu'il est urgent... d'attendre.

Par ailleurs, nombre de développeurs considèrent que l'annonce voilà quelques jours, par le président de la République, de la suppression prochaine de la taxe professionnelle porte un rude coup à la filière éolienne française. Les responsables de collectivités qui ont accepté jusqu'alors de soutenir des projets de développement éolien n'avaient pas tous des convictions écologiques chevillées au corps ! Ils attendaient aussi que les rentrées fiscales viennent atténuer des oppositions parfois farouches. « Nos adhérents ne constatent pas encore de coup d'arrêt lié à cette annonce présidentielle. Toutefois, les élus se posent beaucoup de questions », prévient Christian Dugué.

Certains estiment déjà avoir été roulés dans la farine. C'est le cas de Christian Théron, maire de Roquefort-des-Corbières, dans l'Aude, qui se bat depuis 1999 pour implanter sur le territoire de sa commune (900 habitants) une ferme éolienne de 21 machines de 2,2 MW chacune et de deux fermes photovoltaïques qui occuperont au total près d'une cinquantaine d'hectares. A priori, les éoliennes devaient venir améliorer l'ordinaire de Roquefort-des-Corbières en multipliant par cinq son produit fiscal actuel de l'ordre de 130.000 euros. Mais l'oukase présiden-

tiel antitaxe professionnelle a jeté un froid. « Certes, l'abandon de cette taxe sera compensé par un autre impôt. Mais la base de calcul risque d'être celle d'un exercice qui n'enregistrera pas de rentrées fiscales générées par les aérogénérateurs, poursuit Christian Théron. Les communes touchent la taxe professionnelle avec un décalage de deux ans. L'effet risque d'être totalement déstabilisateur. » ■



Le Grenelle de l'environnement prévoyait entre 1.600 et 2.000 MW supplémentaires par an.



ÉNERGIE

D'ici à 2012, 400 millions d'euros seront investis pour développer la production d'énergie solaire dans la région présidée par Ségolène Royal. L'objectif est d'y implanter 650.000 mètres carrés de panneaux.

La BEI accorde 200 millions d'euros pour le plan photovoltaïque de Poitou-Charentes

DE NOTRE CORRESPONDANT
À LA ROCHELLE.

Le conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (BEI) vient d'approuver une demande de prêt de 200 millions d'euros pour le financement du plan photovoltaïque de 400 millions d'euros lancé par la région Poitou-Charentes. Ces crédits seront gérés par un groupement bancaire mené par Unifergie, la filiale du Crédit Agricole spécialisée dans les énergies nouvelles, qui s'appuie sur les Caisses régionales de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou, de Charente-Périgord et de Charente-Maritime - Deux-Sèvres. Le groupement bancaire cofinancera

à parité le plan régional en apportant sur ses fonds propres 200 millions d'euros supplémentaires, qui seront garantis à hauteur de 50 % par la région.

L'objectif est d'implanter d'ici à 2012 650.000 mètres carrés de panneaux capables de produire annuellement 73 gigawattheures, soit une fois et demie la production française d'électricité solaire en 2007. Seront éligibles les projets de centrales photovoltaïques implantées en Poitou-Charentes par les entreprises, les associations et les collectivités à partir de 150 mètres carrés de panneaux installés, ce qui représente un seuil d'investissement de l'ordre de 90.000 euros. « Ces crédits, qui seront proposés à des taux très

avantageux, pourront être utilisés par les investisseurs privés, qu'il s'agisse d'édifier des fermes photovoltaïques ou d'installer moyennant redevances des panneaux solaires sur les bâtiments publics ou industriels », précise Anna Wachowiak, chargée de mission à la région Poitou-Charentes.

1.000 emplois à la clef

La région y fera aussi appel pour financer l'équipement des 93 lycées qui sont sous sa compétence. « En Poitou-Charentes, note la présidente de la région, Ségolène Royal, nous avons déjà un taux d'installations photovoltaïques supérieur à la moyenne nationale, avec 6 % de la puissance installée sur un territoire qui pèse 3 % de

l'ensemble français. Nous avons souhaité amplifier ce mouvement, surtout dans le contexte de la crise actuelle, où il est important de s'engager dans des investissements créateurs d'emplois. A la clef, ce seront plus de 1.000 emplois qui seront créés. »

Parallèlement, la région a lancé un appel d'offres, qui cette fois n'est pas limité au photovoltaïque, pour encourager l'implantation en Poitou-Charentes d'unités de production de la filière des énergies renouvelables, comme la fabrication de panneaux solaires ou de pompes à chaleur. La région a déjà pris des contacts avec des investisseurs en France et à l'étranger.

JEAN ROQUECAVE



Les entreprises transforment de plus en plus leurs déchets en énergie

INNOVATION

Les industriels multiplient les initiatives pour réutiliser la biomasse.

LE POINT commun entre des copeaux de bois, du marc de raisin et du lisier de canard ? Réponse : ils peuvent tous trois être à la base d'une coopération entre l'industriel à l'origine de ces sous-produits et un producteur d'électricité. Dans le jargon, les spécialistes appellent cela de la cogénération de biomasse. En clair, les producteurs d'électricité – Dalkia, Elyo, Poweo ou EDF – récupèrent les résidus ou sous-produits d'un industriel et les transforment en... vapeur, revendue à ce même industriel, ou en électricité cédée à Réseau de transport d'électricité (RTE).

Cette forme de production énergétique verte est aujourd'hui encouragée par le ministère de l'Environnement via un appel d'offres qui vient d'être émis par la commission de régulation de l'énergie (CRE). Sans subvention publique pour l'achat de vapeur et d'électricité à base de biomasse, il ne serait aujourd'hui pas rentable d'exploiter ce type d'usine qui représente « plusieurs dizaines de millions d'euros

d'investissement par installation », selon Bernard Saint-André, directeur stratégies et marchés chez Dalkia (Veolia).

Il existe d'ores et déjà une vingtaine d'installations de ce type en France. Par exemple, en 2007, dans les Vosges, le papetier norvégien Norske Skoge s'est associé à Elyo. À charge pour cette filiale de GDF Suez de transformer boues et écorces utilisées par l'industriel en électricité écoulee par le réseau RTE. En service depuis un peu plus d'un an, l'installation de 12 MW pour un investissement de 14 millions d'euros donne pleine satisfaction au papetier. « Cette installation nous permet de réaliser de grosses économies », assure Yves Bailly, président de Norske Skoge.

Les industries papetières et sylvicoles constituent les sources de biomasse les plus exploitées en France. Mais la CRE ne ferme pas la porte à d'autres filières. Ainsi en coopération avec Elyo, le fabricant de foies gras Euralis récupère du lisier de canard valorisé en chaleur pour l'usine des Herbiers en Vendée. Cela en utilisant un procédé de méthanisation également développé en Amérique du Sud par Dalkia. Le guano permet à l'éleveur industriel de couvrir

73 % de ses besoins en énergie.

Une énergie sous-exploitée

Si les appels d'offres du gouvernement favorisent la recherche et le développement dans ce secteur de l'énergie renouvelable, la production de vapeur à partir de biomasse n'est pas une nouveauté pour autant. Chez Azur Distillerie dans le Vaucluse, une chaudière biomasse est installée depuis plus de trente ans. « Nous l'utilisons au gré des cours du gaz et du pétrole, explique Jean-Claude Anthoine, le directeur général. La nôtre n'a plus tourné depuis l'an 2000. Toutefois, nous allons prochainement investir dans une nouvelle chaudière, et pourquoi pas sur le principe de cogénération, avec l'appui d'un électricien, à base des résidus de pépins de raisin que nous avons sous la main. »

La cogénération présente l'avantage d'être une énergie renouvelable offrant un rendement d'environ 80 %, soit bien plus qu'une alimentation classique en vapeur et en électricité. « Ce marché offre des perspectives intéressantes de développement car la biomasse est largement sous-exploitée », assure Pascal Roger, directeur commercial d'Elyo.

GUILLAUME MOLLARET



En coopération avec le producteur d'électricité Elyo, le fabricant de foies gras Euralis récupère le lisier de canard afin de le transformer en chaleur pour son usine des Herbiers en Vendée. G. Bonnaud/Maxppp

ENVIRONNEMENT



U.S. to propose new rules to regulate carbon dioxide

BY IAN TALLEY

WASHINGTON—U.S. President Barack Obama's climate czar said the Environmental Protection Agency will soon determine that carbon-dioxide emissions represent a danger to the public and propose new rules to regulate emissions of the greenhouse gas from a range of industries.

Carol Browner, special adviser to the president on climate change and energy, said in an interview Sunday that the EPA is looking at a 2007 Supreme Court ruling that requires the

agency to determine whether carbon dioxide endangers public health or welfare. And the agency "will make an endangerment finding," she said.

Officially recognizing that carbon dioxide is a danger to the public would require the government to draw up regulations governing greenhouse-gas emissions from coal-fired power plants, refineries, chemical plants, cement firms, vehicles and any other emitting sectors.

Legal experts say designating carbon dioxide a public danger could open up any emitters to legal chal-

lenge. The U.S. Chamber of Commerce and the National Association of Manufacturers have been lobbying the EPA against trying to regulate greenhouse gases, warning that such action would lead to costly new regulations affecting not only coal plants and large manufacturers but also schools, apartment buildings and hospitals.

Speaking to governors and reporters later Sunday, Ms. Browner said the administration also is seeking to establish a national policy for auto emissions.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT